



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
Gabinete do Primeiro-Ministro

Allocution de monsieur le Premier ministre du Portugal à l'ouverture du
«Lisbon Energy Forum 2007»

Belém, le 2 octobre 2007

Un secteur en mutation dans un monde plus exigeant

1- Un secteur stratégique

L'énergie aujourd'hui, tout comme il y a 50 ans, est une question d'ordre stratégique pour le développement des pays et du monde.

Il est bon de rappeler qu'elle est à la genèse de l'Union européenne, l'entente entre les Etats quant aux industries du charbon et de l'acier ayant été un préalable de la croissance économique et du maintien de la paix alors conquise depuis peu. Cinquante ans après le traité qui a institué la CEE, la politique énergétique redevient centrale pour l'avenir de l'Europe.

L'énergie est une constante des agendas politiques et des inquiétudes des citoyens, que ce soit pour des raisons d'ordre stratégique, liées aux coûts, à l'environnement ou encore à la sécurité de l'approvisionnement.

Même l'analyse de la distribution territoriale des grands opérateurs du secteur énergétique et de leurs plans d'expansion demande un encadrement de nature géostratégique.

Lorsque nous pensons production de pétrole, nous avons tous tendance à penser au Golfe perse, pourtant un nombre croissant de pays se positionne sur le marché, que ce soit le Mexique et le Venezuela ou le Brésil et l'Angola. Côté gaz naturel, la Russie (et d'autres pays de l'ex-URSS) et les pays d'Afrique du Nord tiennent le rôle d'acteurs principaux.

Dans l'UE et dans les Etats membres, les options relevant de l'énergie acquièrent une dimension politique extérieure et de sécurité.



Quoiqu'étant des variables politiques, n'oublions pas que les agents du marché sont, pour l'essentiel, des entités privées qui agissent selon des critères entrepreneuriaux, légitimes et appropriés.

C'est pourquoi nous prônons le modèle "multipolaire" pour les opérateurs énergétiques, avec des sites territorialement déconcentrés et une "masse critique" suffisante leur permettant de s'affirmer en compétiteurs effectifs sur cet important marché européen.

2 – L'économie du monde est une économie du pétrole

L'économie du monde est une économie fondée sur les combustibles fossiles. Cette situation et les externalités du secteur en termes environnementaux suscitent deux types d'inquiétudes :

- i) l'évolution du marché du pétrole - prix et sécurité de l'approvisionnement ;
- ii) la recherche d'alternatives appelées à réduire la dépendance et à réfréner les émissions.

Ces préoccupations sont ressenties avec acuité au sein de l'Union européenne qui est le premier importateur et le deuxième consommateur d'énergie au monde. L' UE dépend de sources extérieures à hauteur de 50% de ses besoins et d'après certaines projections cette valeur atteindrait 70% en 2030. Pour ce qui est du pétrole, l'UE importe déjà 80% de ses besoins.

Je ne voudrais pas non plus vous assommer à coup de statistiques, d'autant que l'actualité journalistique en est truffée. Cependant, il faut bien avoir la notion que le baril de pétrole est aujourd'hui à 80 dollars, qu'il coûtait 50 dollars lorsque j'ai pris mes fonctions, son cour se situait autour de 30 dollars en 2000 et ne passait pas la barre des 20 dollars lorsque le Portugal a tenu sa première présidence de l'Union européenne.



3 – Les visages du pétrole

Il nous revient de penser et de gérer la situation actuelle sans perdre de vue ce qui se profile au cours des décennies à venir. La question ici n'est pas entre ceux qui sont pour le pétrole et ceux qui le contestent (style *OPEP versus le reste du monde*) : le pétrole est essentiel, pourtant le futur inhérent à sa production et à sa distribution ainsi que les impacts associés soulèvent des problèmes. C'est l'attitude qu'adoptent les entreprises du secteur et les Etats :

- a. Cette conférence en est la preuve, les acteurs de la filière sont attentifs, ils établissent des partenariats, ils investissent sur de nouvelles technologies, ils diversifient leurs activités, ils s'activent sur de nouveaux marchés ;
- b. Les Etats établissent des règles pour favoriser la compétitivité des marchés, pour assurer la sécurité de l'approvisionnement, en même temps ils agissent dans le domaine de l'efficacité énergétique et incitent les entreprises à renflouer les investissements en infrastructures et à avancer vers la production énergétique à partir de sources renouvelables.

En somme, nous croyons que la sécurité énergétique s'appuie sur deux piliers : l'efficacité énergétique, d'une part, et la diversification des sources et des producteurs (y compris les énergies renouvelables), de l'autre.

4 – Le plan d'action de l'UE pour l'énergie

L'Union européenne a bien saisi l'importance et l'urgence de cette question. La hausse des coûts des combustibles fossiles et la pression inhérente aux changements climatiques constituent un vecteur déterminant pour la prise de décisions politiques et économiques.



Au printemps dernier, le Conseil européen a fixé trois objectifs bien précis, à savoir ladite stratégie des trois 20 – 20-20-20:

- i) réduire les GES (gaz à effet de serre) à raison de 20% d'ici 2020 ;
- ii) réaliser deux objectifs contraignants : l'un à hauteur de 20% pour ce qui est des renouvelables en 2020, l'autre d'au moins 10% en ce qui concerne les biocarburants dans les transports ;
- iii) réduire de 20% la consommation énergétique en 2020, conformément au Plan d'action pour l'efficacité énergétique.

5 – Le Portugal énerg(ét)ique

Dans le cas portugais, la Stratégie nationale de l'énergie a établi ses priorités : miser fortement sur l'efficacité énergétique et veiller à garantir et sécuriser l'approvisionnement en énergie ; intensifier la concurrence entrepreneuriale dans le secteur de l'énergie et adapter tous le processus aux exigences environnementales.

En synthèse, trois mots-clés : efficacité, concurrence et environnement.

Comme nous l'avons vu, pour le bien ou pour le mal, la technologie prédominante est tributaire du pétrole et du gaz. En ce sens, soulignons que :

- quatre centrales à cycle combiné ont été agréées, pour un investissement privé qui dépassera les 1500 M€, stimulant du même coup la libéralisation du marché électrique ;
- un partenariat a été conclu entre Petrobras et Galp pour engager la prospection au large de la côte portugaise, plus précisément au large de Peniche, sur 4 blocs *offshore* en eaux profondes ;
- des conditions ont permis de renforcer le *cluster* pétrochimique grâce aux investissements de GALP, REPSOL et Artenius à Sines et des entreprises du complexe de Estarreja;



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
Gabinete do Primeiro-Ministro

Mais il revient aussi au gouvernement de veiller aux contraintes liées à la forte dépendance du Portugal qui est un importateur net de ressources énergétiques, des chiffres qui montent à 85% pour l'énergie primaire, au-delà de la moyenne de l'Union Européenne (UE). La situation est d'autant plus critique que cette dépendance est presque totalement indexée sur les combustibles fossiles.

Pour faire face à cette spécificité, le gouvernement s'est fixé des objectifs très ambitieux, notamment d'augmenter la consommation d'électricité d'origine renouvelable, de 39% à 45%, et d'accroître et de mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique équivalentes à 10% de la consommation énergétique.

Face à cette volonté politique, le Portugal a mis en place les conditions juridiques et techniques pour se doter d'un véritable *cluster* énergétique. Côté énergie éolienne, les deux phases de l'appel d'offre sont maintenant conclues, une puissance de 1600 MW ayant été attribuée, correspondant à un investissement de 2285 M€ et à la création de 3000 emplois. Côté biocarburants, l'objectif des 10% d'incorporation en 2010 (en anticipant de dix ans le seuil de l'UE) et l'exonération d'ISP a suscité l'intérêt de plusieurs investisseurs. A l'heure actuelle, même les sociétés pétrolières sont aux premiers rangs de la recherche en biocarburants et de leur récupération, notamment ceux de deuxième génération.

Dans ce domaine, l'évaluation que nous pouvons faire au bout de deux années et demie de gouvernement consiste à dire que le marché tourne et que les citoyens sont sensibles à la "question énergétique". Il a un engouement pour le sujet de l'énergie.

Cet intérêt généralisé n'est pas une figure de style. Il suffit de voir les réactions au nouveau modèle de micro-génération proposé et l'adhésion massive au défi lancé aux IPSS. Le délai pour soumettre des requêtes d'information préalable s'est déroulé au mois d'août, les IPSS ont été



invitées à présenter des projets de centrales photovoltaïques pour les écoles. Le moins que nous puissions dire c'est que le taux de réponses obtenues a été extraordinaire, pas moins de 705 demandes ont été posées par des IPSS!

6 –L'énergie et les changements climatiques

La question de l'énergie est un problème qui demande la participation de tout un chacun. Au même titre que la question des changements climatiques, ce à quoi j'ai fait allusion lors la récente Assemblée générale de l'ONU. Il s'agit d'un problème qui attend une réponse politique et c'est pourquoi j'exprime ici ma satisfaction personnelle et celle de l'UE, en reconnaissant une fois de plus que les changements climatiques sont une question centrale.

Les changements climatiques représentent un défi majeur à l'échelle mondiale, un des plus importants que l'Humanité n'ait jamais eu à relever, qui menace notre prospérité et pourrait nuire à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons nous engager afin de trouver une réponse mondiale, sous l'égide de l'ONU, mais aussi une réponse crédible pour le monde.

Dès le sommet de Bali, en fin d'année, nous espérons être en mesure d'arrêter les objectifs obligatoires pour ce qui est de la réduction des émissions dans tous les pays du monde. Il est indispensable qu'ainsi nous signalions clairement à nos sociétés qu'il s'agit du seul chemin à suivre.

Du reste, les changements climatiques sont une bonne synthèse entre énergie et innovation. C'est le chemin sur lequel nous voulons nous engager. C'est à la fois un défi et une opportunité pour les entreprises.

7 – Nous dépendons tous de tous

Deux concepts modernes peuvent parfaitement s'appliquer au secteur de l'énergie :



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS
Gabinete do Primeiro-Ministro

Mondialisation – les problèmes liés à l'énergie atteignent des proportions mondiales, cela va des marchés financiers à la stabilité politique, de l'économie des entreprises au bien-être des citoyens.

Réseau – les oléoducs et les gazoducs donnent une bonne image de la structure et de la capillarité du secteur. Ceux qui produisent, ceux qui transportent, ceux qui raffinent, ceux qui négocient, ceux qui transforment, ceux qui régulent, ceux qui recherchent, ceux qui assurent la circulation des produits en termes logistiques et d'information.

Mondialisation et réseau, ce qui m'amène à dire que ce que nous ne parviendrons pas à résoudre ensemble n'aura de solution. Nous dépendons tous de tous. La notion de concurrence est une notion essentielle dans le monde des affaires mais pas la seule, il est indispensable que nous ayons la notion que ce qui se joue, ici et maintenant, n'est pas une question à court terme ni l'affaire d'une entreprise ou d'un de nos pays. Ce qui est en cause, c'est l'économie mondiale et la citoyenneté à l'échelle du monde. Notre monde est un monde chaque fois plus interdépendant.

8 – Le «Lisbon Energy Forum 2007»

Mesdames et messieurs,

Je tiens à vous féliciter de cette initiative, utile à la réflexion, et vous souhaiter la bienvenue.

C'est pour moi un grand honneur que de vous accueillir au Portugal et de pouvoir m'adresser à une illustre assemblée telle que la vôtre.

Tous mes vœux de succès.